



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 18-21 novembre 2019

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 8 octobre 2019	WFP/EB.2/2019/7-F/1
Original: anglais	Questions opérationnelles
	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révisions des plans stratégiques de pays et des plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO entre le 1er janvier et le 30 juin 2019

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'est engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant les plans stratégiques de pays (PSP) et les plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvés par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent²:
 - a) la révision des opérations d'urgence limitées ou la révision liée à une situation d'urgence portant sur un PSP, un PSPP ou un plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T), avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO dans tous les cas où l'augmentation budgétaire correspondante serait supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

¹ Voir le document intitulé "Point sur la feuille de route intégrée" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105-112.

² Voir le document intitulé "Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration" (WFP/EB.2/2017/11), décision 2017/EB.2/2, alinéa vi), et *ibid.*, annexe II.

Coordonnateurs responsables:

M. R. Asad
Chef de cabinet
Bureau du Directeur exécutif
tél.: 066513-2009

M. R. Saravanamuttu
Conseiller principal pour les programmes
tél.: 066513-2649

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T comprenant le renforcement de la résilience ou les causes profondes au nombre de leurs domaines d'action privilégiés, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant approuvé par le Conseil ou, en l'absence d'un tel montant pour les PSPP-T, le montant initial approuvé par le Directeur exécutif, ou 150 millions de dollars;
 - c) la révision des composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
 - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
 - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par un pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil d'administration approuve ledit effet direct stratégique; et
 - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport concerne les révisions et les augmentations budgétaires relatives aux PSP, aux PSPP et aux PSPP-T approuvés entre le 1er janvier et le 30 juin 2019, comme récapitulées ci-après et dans l'annexe.
4. Au cours de la période considérée, 26 révisions ont été approuvées. Quatre d'entre elles l'ont été sous l'autorité du Directeur exécutif et du Directeur général de la FAO, cinq autres sous l'autorité du Directeur exécutif et une autre encore sous l'autorité du Directeur exécutif adjoint; trois l'ont été par des directeurs régionaux et treize par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués. Ces révisions représentent un coût total pour le PAM de 1,1 milliard de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO

5. **La cinquième révision du PSP pour le Bangladesh (2017-2020)** permet de fournir une assistance alimentaire à un nombre accru de bénéficiaires dans le district de Cox's Bazar (Bangladesh) pendant deux années supplémentaires (2019-2020). La situation de la malnutrition dans le district de Cox's Bazar, la région qui abrite le plus grand nombre de réfugiés du Myanmar, est grave, en particulier au niveau du district et sur les sites de fortune où les ressortissants du Myanmar sans papiers et les nouveaux arrivants sont hébergés. Les réfugiés sont très dépendants de l'assistance humanitaire, tandis que le rapatriement des réfugiés au Myanmar est peu probable dans un proche avenir, compte tenu des épisodes de violence à répétition et de la fragilité générale de la situation au Myanmar. La révision concerne principalement l'activité 5 menée au titre de l'effet direct stratégique 2 et comprend une augmentation des transferts de type monétaire, des distributions de vivres et de la valeur des bons électroniques à échanger dans les magasins sous contrat avec le PAM. L'intensification des programmes de prévention et de traitement de la malnutrition aiguë modérée se poursuivra, et des services seront fournis aux enfants de moins de 5 ans, aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes dans les camps et dans les communautés d'accueil. La révision permettra aussi de renforcer les services communs de logistique et de télécommunications d'urgence fournis par le PAM à la communauté d'aide humanitaire, ainsi que les activités de plaidoyer et l'assistance technique visant à améliorer les effets positifs que certains filets de sécurité ont sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La révision permet de venir en aide à 586 058 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 3 853 158, pour un coût total pour le PAM de 438 millions de dollars.

6. **La première révision du PSP pour l'Afghanistan (2018–2022)** a été rendue nécessaire par la grave sécheresse qui a frappé 20 provinces dans le nord et l'ouest du pays. Durant l'hiver 2017–2018, des pluies et des chutes de neige particulièrement faibles conjuguées à des températures supérieures aux normes saisonnières ont provoqué des pénuries d'eau pour les cultures pluviales et les cultures irriguées, notamment pendant la période de croissance des cultures de blé, touchant les zones rurales où les niveaux d'insécurité alimentaire chronique et de dénutrition sont élevés. La sécheresse a entraîné des déplacements de population des zones rurales vers les centres urbains et compromis l'action menée pour éliminer la faim en créant des besoins urgents, notamment alimentaires, pour des millions de ruraux. Sur la base d'une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, la révision vise à renforcer l'action menée au titre des effets directs stratégiques 1 et 3 et à faire face aux besoins qui ne cessent de croître, en augmentant le nombre de personnes qui bénéficient d'une aide sous la forme de distributions de vivres, de transferts de type monétaire et d'un appui nutritionnel spécialisé en faveur des personnes touchées dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. La révision permet de venir en aide à 2 442 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 13 514 000, pour un coût total pour le PAM de 172 millions de dollars.
7. **La quatrième révision du PSP pour le Mozambique (2017–2021)** prévoit d'apporter une assistance alimentaire d'urgence aux personnes victimes du cyclone Idai, qui est passé à proximité de la ville de Beira dans la province de Sofala en occasionnant des pertes en vies humaines et la destruction généralisée d'habitations et d'infrastructures. Selon un plan d'intervention humanitaire révisé publié en mars 2019, 1,85 million de personnes ont besoin d'une aide d'urgence. La révision a pour objet de transposer à plus grande échelle l'action menée au titre de l'effet direct stratégique 2 moyennant des distributions de vivres et la fourniture d'un soutien nutritionnel aux enfants âgés de 6 à 59 mois et aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes. L'incorporation d'un effet direct stratégique 7 permettra d'assurer des services dans les domaines de l'approvisionnement, de la logistique et des télécommunications d'urgence à l'appui de l'ensemble de l'intervention humanitaire. La révision permet de venir en aide à 1,7 million de personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 2 945 066, pour un coût total pour le PAM de 168 millions de dollars.
8. **La sixième révision du PSP pour la Colombie (2017–2021)** constitue une réponse face à la crise qui frappe le Venezuela et qui a poussé un nombre important de Vénézuéliens à migrer vers des pays voisins à la recherche d'un accès à la nourriture, aux installations médicales et à des moyens d'existence de base. Selon de récentes estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations, 5 millions de Vénézuéliens auront traversé les frontières pour chercher refuge dans les pays voisins à la fin de 2019. En raison de l'étendue et de la porosité de ses frontières avec le Venezuela, la Colombie devrait recevoir 2,2 millions de réfugiés et de migrants d'ici à la fin de 2019, dont 1,1 million auront besoin d'assistance humanitaire. Compte tenu des besoins qui ne cessent de croître, la révision a pour but de compléter l'action du Gouvernement en élargissant la couverture des effets directs stratégiques 2 et 3 par des distributions de vivres, des bons d'alimentation, des programmes d'alimentation scolaire et un appui nutritionnel généralisé destiné à prévenir la malnutrition chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans. Un soutien technique sera apporté au Gouvernement afin de rendre son système de protection sociale plus réactif face aux chocs. La révision permet de venir en aide à 963 260 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 2 158 260, pour un coût total pour le PAM de 93 millions de dollars.

Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif

9. **La quatrième révision du PSPP-T pour Madagascar (2018–2019)** a permis d'apporter une assistance vitale aux personnes vulnérables touchées par une sécheresse prolongée dans le sud de Madagascar. Les récentes missions d'évaluation et les rapports d'évaluation ont confirmé que la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages touchés par la sécheresse était précaire, comme le prévoyait une analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire menée en juin 2018. Un appui pendant la période de soudure allant de janvier à juin 2019 a été accordé en priorité aux personnes relevant des phases 3 et 4 du Cadre intégré. En étroite collaboration avec le Gouvernement et les partenaires, la révision a permis d'intensifier les activités menées au titre des effets directs stratégiques 1, 3 et 4, sous la forme de distributions de vivres, de transferts de type monétaire, de messages ciblés sur la nutrition, ainsi que d'aliments nutritifs spécialisés et d'une assistance nutritionnelle connexe, comme le dépistage de la malnutrition, pour les enfants âgés de 6 à 23 mois et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes. La révision a permis de venir en aide à 353 411 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 1 969 809, pour un coût total pour le PAM de 45 millions de dollars.
10. **La quatrième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017–2021)** répond aux pénuries alimentaires dues à des épisodes prolongés de sécheresse, à des précipitations irrégulières et à une infestation de chenilles légionnaires d'automne, qui ont réduit considérablement la production agricole dans les zones rurales. Selon la plus récente évaluation du Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe, 2,4 millions de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire au plus fort de la période de soudure de 2019. Sur la base des conclusions de l'évaluation, la révision élargit la portée de l'effet direct stratégique 1 et apporte un soutien en période de soudure aux personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë sous la forme de distributions de vivres, de transferts de type monétaire et d'une assistance nutritionnelle aux enfants de moins de 5 ans. Le renforcement des capacités des institutions gouvernementales sera assuré afin d'améliorer les capacités d'intervention ainsi que les interventions liées aux filets de protection sociale. La révision permet de venir en aide à 852 516 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 1 933 142, pour un coût total pour le PAM de 40 millions de dollars.
11. **La deuxième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019–2023)** constitue une réponse à l'aggravation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition due à une flambée de violence dans les régions du Sahel, de l'Est et du Nord. En décembre 2018, le Gouvernement a publié son plan national d'intervention et, en janvier 2019, le Président a déclaré l'état d'urgence dans 14 des 45 provinces du pays. L'aggravation de l'instabilité a provoqué le déplacement forcé de personnes à l'intérieur du pays et l'augmentation des besoins humanitaires. En avril 2019, plus de 135 600 personnes étaient déplacées selon le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation. Les attaques et les menaces de groupes armés non étatiques persistant, il est fort probable que d'autres déplacements auront lieu avant la fin de 2019. Compte tenu de la dégradation rapide de la situation de la sécurité alimentaire, la révision renforce l'action menée au titre des effets directs stratégiques 1 et 3 moyennant la mise en œuvre d'activités spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle et la fourniture d'une assistance sous forme de transferts de type monétaire, de distributions de vivres et de repas scolaires d'urgence. Afin d'éclairer son intervention, le PAM effectuera aussi de manière régulière des évaluations tenant compte de la problématique femmes-hommes et renforcera les mécanismes visant à assurer la responsabilité à l'égard des populations touchées. La révision permet de venir en aide à 727 167 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 2 397 380, pour un coût total pour le PAM de 39 millions de dollars.

12. **La deuxième révision du PSPP-T pour le Bénin (2018–2019)** a été lancée afin d'intégrer le fonds d'affectation spéciale pour le Bénin dans le PSPP-T pour la période allant de janvier à juin 2019, conformément aux nouvelles directives pour la gestion des fonds d'affectation spéciale dans le cadre des PSP. L'effet direct stratégique 1 a été modifié pour accroître le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire et élargir la couverture du programme de 620 à 3 799 écoles dans 77 districts du pays. La révision a permis de venir en aide à 629 354 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 779 213, pour un coût total pour le PAM de 12 millions de dollars.
13. **La quatrième révision du PSPP-T pour l'Eswatini (2018–2019)** a permis d'amplifier l'assistance fournie pendant la période de soudure face à l'aggravation de l'insécurité alimentaire due aux effets du phénomène climatique El Niño, notamment une infestation de chenilles légionnaires d'automne, qui sont devenues endémiques dans le pays et compromettent la capacité des ménages de satisfaire leurs besoins alimentaires. La prévalence de la faim varie d'une région à l'autre et 40 pour cent de la population des régions de Shiselweni et de Lubombo connaissent la faim sous une forme grave ou modérée. Au total, près de 247 700 personnes dans le pays ont été classées dans la catégorie "crise" ou "urgence" (phases 3 et 4 du Cadre intégré). En réponse, le Gouvernement a demandé, par l'intermédiaire de l'organisme national de gestion des catastrophes, l'appui du PAM pour répondre aux besoins alimentaires des personnes touchées. Un effet direct stratégique 3 lié aux interventions face à une crise a été ajouté afin de renforcer le soutien apporté pendant la période de soudure sous forme de distributions de vivres et de transferts de type monétaire. La révision a permis de venir en aide à 181 660 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 268 292, pour un coût total pour le PAM de 9,5 millions de dollars.

Révisions approuvées par le Directeur exécutif adjoint en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués

14. **La première révision du PSP pour le Burkina Faso (2019–2023)** a été nécessaire pour atténuer la vulnérabilité croissante face à l'insécurité alimentaire due à la dégradation des conditions de sécurité, qui a entraîné un déplacement généralisé des populations. La situation en matière de sécurité a été marquée par des attaques et des enlèvements fréquents perpétrés par des groupes armés non étatiques, principalement dans le nord du pays. Des ajustements ont été apportés aux programmes afin de permettre au PAM d'ajouter de nouvelles modalités d'assistance et de procéder aux modifications techniques nécessaires pour continuer à fournir une assistance adéquate en temps voulu aux personnes vulnérables. La révision a permis de venir en aide à 38 060 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 1 670 213, pour un coût total pour le PAM de 40,5 millions de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

15. **La quatrième révision du PSP pour l'État de Palestine (2018–2022)** permet d'atténuer les effets de la stagnation économique, du chômage, des inégalités entre les sexes et de l'augmentation des taux de pauvreté, en particulier dans la Bande de Gaza. Les restrictions frappant le commerce et l'accès aux ressources, associées aux incidences des troubles civils et du conflit, ont continué de faire obstacle au redressement et à la croissance durables de l'économie. En 2018, on comptait 404 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire grave dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, contre 220 000 en 2016. Les familles en situation d'insécurité alimentaire grave présentent un déficit de consommation grave ou important qu'elles ne sont pas en mesure de compenser par des moyens économiques ou des mécanismes de survie, et ont donc besoin d'une aide alimentaire urgente. Environ une

personne sur trois vit au-dessous du seuil de pauvreté; 53 pour cent des personnes dans la Bande de Gaza et 13,9 pour cent en Cisjordanie sont en situation de pauvreté. La révision prévoit une augmentation de l'aide fournie sous forme de transferts de type monétaire au titre de l'effet direct stratégique 1 pour faire face aux besoins croissants dans la Bande de Gaza. La révision permet de venir en aide à 90 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 404 000, pour un coût total pour le PAM de 15 millions de dollars.

16. **La cinquième révision du PSPP-T pour le Mali (2018–2019)** constitue une réponse aux besoins qui ne cessent de croître en raison de la dégradation des conditions de sécurité, qui a entraîné des déplacements de population dans la région de Mopti. Dans l'est de la région de Mopti, notamment Bandiagara, Koro et certaines zones de Douentza, des conflits interethniques, qui trouvent leur origine dans les rivalités que suscitent les terres et les ressources naturelles, se sont de plus en plus transformés en conflit entre le Gouvernement et des groupes extrémistes. En mars 2019, 126 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays avaient été enregistrées. Plus de 50 pour cent des personnes déplacées vivent au sein de communautés d'accueil, accentuant la pression exercée sur des ressources naturelles déjà rares et entraînant une aggravation de l'insécurité alimentaire. L'assistance fournie au titre de l'effet direct stratégique 1 a été élargie moyennant des transferts de type monétaire destinés à venir en aide à un nombre accru de personnes touchées par les conflits. La révision permet de venir en aide à 150 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 2 766 335, pour un coût total pour le PAM de 13 millions de dollars.
17. **La troisième révision du PSP pour le Pérou (2018–2022)** vise à accroître le soutien apporté au Gouvernement et à renforcer sa capacité à produire des données factuelles et à documenter les pratiques optimales susceptibles d'éclairer la conception et l'exécution de politiques et de programmes nutritionnels novateurs et inclusifs. En 2019, des partenariats stratégiques ont été établis avec les cabinets du Président et du Premier Ministre ainsi qu'avec les trois médias les plus importants. Le PAM est parvenu à faire inscrire la question de la faim dans l'Accord national, un mécanisme inclusif par lequel les politiques à long terme sont examinées et approuvées. Le coût total de la révision s'élève à 1,3 million de dollars.

Révisions approuvées par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués

18. **La deuxième révision du PSPP-T pour la Sierra Leone (2018–2019)** visait à apporter une assistance technique et un appui à la formulation de politiques et à la passation de marchés, afin d'aider le Gouvernement à respecter ses priorités dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Suite à un examen, le PAM a augmenté les rations afin qu'elles correspondent davantage aux besoins nutritionnels, conformément aux directives du PAM relatives à l'alimentation scolaire. Les rations des repas scolaires fournies au titre de l'effet direct stratégique 2 sont passées de 70 à 120 grammes par personne et par jour, et le PAM a aidé le Gouvernement à acheter 8 300 tonnes d'assortiment de produits alimentaires et à assurer leur transport jusqu'aux écoles ciblées. Le coût total de la révision s'est élevé à 7 millions de dollars.
19. **La première révision du PSP pour le Soudan (2019–2023)** a pour objet d'accroître la résilience des bénéficiaires touchés par la crise économique au Soudan. La crise a entraîné un manque de liquidités dans le secteur bancaire, une inflation galopante et a réduit notablement l'accès aux produits alimentaires et services de base, dont les coûts ont augmenté de 100 pour cent en un an. S'appuyant sur des évaluations et des études de marché, la révision permet de renforcer les activités menées au titre de l'effet direct stratégique 3 moyennant des distributions de vivres et une hausse correspondante de la

valeur des transferts de type monétaire. Le coût total de la révision s'élève à 5,6 millions de dollars.

20. **La deuxième révision du PSP pour l'Égypte (2018-2023)** prévoit d'ajouter une activité 8 au titre de l'effet direct stratégique 5, visant à intensifier les initiatives de rénovation des écoles menées en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, qui fournira au PAM les fonds nécessaires pour mener à bien ces activités dans des écoles situées dans différents gouvernorats. Les activités de rénovation ont pour but d'assurer l'accès à une eau propre et saine, d'améliorer l'hygiène et de prévenir la propagation des maladies d'origine hydrique. Le coût total de la révision s'élève à 4,4 millions de dollars.
21. **La troisième révision du PSPP-T pour le Lesotho (2018-2019)** a permis de fournir une assistance d'urgence pendant la saison de soudure aux populations vulnérables se trouvant déjà en situation d'insécurité alimentaire après une mauvaise récolte en 2018. Les stocks de vivres des ménages pauvres étaient épuisés, et les ménages étaient confrontés à des prix alimentaires supérieurs à la moyenne et à une baisse des revenus procurés par le travail agricole et les envois de fonds. Selon la dernière mise à jour du Cadre intégré, effectuée en novembre 2018, 141 600 personnes relevaient de la phase 3 et 132 000 de la phase 4 du Cadre intégré, et des mesures devaient être prises de toute urgence pour leur permettre de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels avant la période de soudure 2018-2019. Conformément au plan d'intervention du Gouvernement, la révision a mis en place un nouvel effet direct stratégique 4 afin de répondre aux besoins alimentaires pressants des orphelins et des enfants vulnérables et de leurs familles d'accueil dans les districts de Mohale Hoek et de Quthing. Les initiatives d'amélioration de la résilience menées au titre de l'effet direct stratégique 1 ont été renforcées par des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs dans les zones agroécologiques ciblées qui sont exposées à l'insécurité alimentaire et à la dégradation de l'environnement. La révision a permis de venir en aide à 64 035 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 342 285, pour un coût total pour le PAM de 4,1 millions de dollars.
22. **La première révision du PSPP pour la Libye (2019-2020)** prévoit une activité qui permet au PAM de fournir des services à la demande au titre de l'effet direct stratégique 3, en proposant un soutien logistique, l'entreposage de fournitures humanitaires et des services communs aux partenaires humanitaires en Libye sur la base du recouvrement des coûts. Les partenaires humanitaires ont besoin de ces services pour pouvoir travailler et fournir une assistance, étant donné notamment l'instabilité de la situation dans le pays, qui peut avoir une incidence sur la disponibilité et l'accessibilité de ces services, et réduire la capacité des organismes humanitaires d'apporter une aide aux personnes vulnérables dans tout le pays. Le coût total de la révision s'élève à 3,8 millions de dollars.
23. **La quatrième révision du PSPP-T pour Haïti (2018-2019)** a permis d'apporter des fonds supplémentaires en faveur de l'activité 7 de l'effet direct stratégique 5, à savoir fournir un appui technique au programme national de protection sociale et de filet de sécurité en matière de ciblage de la vulnérabilité. Le programme national de filet de sécurité mis en place par le Gouvernement est venu en aide aux personnes les plus vulnérables dans les départements prioritaires du Nord-Ouest et du Nord-Est. Le coût total de la révision s'est élevé à 2,8 millions de dollars.
24. **La quatrième révision du PSP pour le Guatemala (2018-2021)** conforte l'action menée par le Gouvernement pour faire face à la prochaine période de soudure grâce à un appui en matière de renforcement des capacités et d'achats alimentaires. L'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence réalisée en octobre 2018 a permis de constater que le manque de pluie pendant 50 jours avait provoqué des pertes de récolte et une dégradation de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans tout le pays; 3 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave et 37 pour cent

des ménages évalués avaient recours à des stratégies de survie préjudiciables. Un effet direct stratégique 6 sera mis en place et permettra au PAM d'aider le Gouvernement s'agissant de l'achat de produits alimentaires et des processus d'achat connexes, et d'assurer des activités de renforcement des capacités en matière de gestion améliorée des entrepôts. Le coût total de la révision s'élève à 2,7 millions de dollars.

25. **La première révision du PSPP-T pour la Guinée (2018-2019)** a permis d'accroître la résilience des personnes en situation d'insécurité alimentaire et d'apporter une assistance technique et un appui à l'élaboration des politiques aux ministères concernés. L'effet direct stratégique 1 a été modifié afin d'accroître le nombre de bénéficiaires et la fréquence avec laquelle des repas chauds étaient fournis dans les écoles ciblées. L'appui à la résilience fourni au titre de l'effet direct stratégique 3 a été renforcé par l'ajout d'une nouvelle modalité de transfert (produits alimentaires) visant à permettre aux petits exploitants de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et à renforcer leur capacité de résister aux chocs naturels ou provoqués par l'homme. Une assistance technique a été fournie au Gouvernement pour la révision de la politique nationale d'alimentation scolaire, le renforcement des efforts de coopération Sud-Sud et l'augmentation des moyens logistiques et des capacités de suivi. La révision a permis de venir en aide à 133 821 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 287 107, pour un coût total pour le PAM de 1,7 million de dollars.
26. **La deuxième révision du PSP pour les Philippines (2018-2023)** permet de répondre aux besoins immédiats des personnes déplacées touchées par le conflit entre les forces armées des Philippines et des groupes militants dans la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane. La région se caractérise par les taux de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition les plus élevés du pays. Des évaluations interorganisations rapides des besoins ont permis de déterminer que les personnes touchées avaient avant tout besoin d'aide alimentaire. Compte tenu des besoins croissants, la révision renforce l'effet direct stratégique 1 afin de fournir des transferts de type monétaire aux personnes déplacées par le conflit armé dans la région autonome. La révision permet de venir en aide à 50 000 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 327 800, pour un coût total pour le PAM de 1,4 million de dollars.
27. **La première révision du PSP pour le Malawi (2019-2023)** permet de répondre aux besoins humanitaires découlant des effets du cyclone Idai de catégorie 3, qui a provoqué des pluies torrentielles et des inondations dans des districts du sud du Malawi, causant des dommages importants aux infrastructures et aux habitations. Environ 870 000 personnes auraient été touchées dans 15 districts. Le 8 mars 2019, le Gouvernement a déclaré l'état d'urgence et demandé une aide humanitaire. Selon les conclusions des évaluations préliminaires du PAM, les capacités de transport et d'entreposage sont très insuffisantes, en particulier dans les zones rurales. La révision met en place un effet direct stratégique 6 axé sur la fourniture des services logistiques dont les acteurs humanitaires et les bureaux nationaux de gestion des catastrophes ont besoin pour intervenir de manière efficace face à la situation d'urgence. Le coût total de la révision s'élève à 1,3 million de dollars.
28. **La troisième révision du PSPP pour la République islamique d'Iran (2018-2020)** constitue une réponse aux pluies torrentielles qui ont provoqué des crues éclair avec de graves conséquences dans les provinces du Golestan, du Fars, du Khuzestan, du Lorestan et de l'Illam. En mars 2019, le pays a été frappé par trois vagues de pluies torrentielles d'une ampleur considérable sur une période de deux semaines, qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain généralisés, faisant 70 morts et déplaçant près de 500 000 personnes. Environ 1 900 villes et villages ont été gravement endommagés par les inondations dans tout le pays. Le coût de la destruction des habitations, de l'agriculture, des secteurs de la santé et de l'éducation et des infrastructures importantes a été évalué à des centaines de millions de dollars. À la demande du Gouvernement, et en partenariat avec la

Société iranienne du Croissant-Rouge, la révision a permis d'augmenter la portée de l'effet direct stratégique 1 afin de faciliter l'achat en temps voulu de vivres destinés à être distribués par le biais de la Société iranienne du Croissant-Rouge. La révision a permis de venir en aide à 48 800 personnes supplémentaires, portant le nombre total de bénéficiaires à 78 800, pour un coût total pour le PAM de 600 000 dollars.

29. **La troisième révision du PSPP-T pour Cuba (2018–2019)** prévoit de fournir une assistance d'urgence aux personnes vulnérables après le passage de la puissante tornade qui a frappé Cuba le 27 janvier 2019. La tornade a généré des vents pouvant aller jusqu'à 300 km/heure et infligé des destructions massives aux logements, aux infrastructures et aux actifs productifs. Selon les estimations du Gouvernement, 253 000 personnes ont été touchées dans 14 communautés sises dans les municipalités de Cerro, Diez de Octubre, Guanabacoa, La Habana del Este, Marianao et Regla. La tornade a également détruit la seule grue disponible pour décharger les cargaisons de céréales au port de La Havane, à un moment où le pays est confronté à de graves pénuries de farine de blé. Afin d'éviter toute nouvelle détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la révision renforce l'activité 2 menée au titre de l'effet direct stratégique 2 afin de faciliter le remplacement de la grue. Le coût total de la révision s'élève à 532 500 dollars.
30. **La troisième révision du PSP pour le Guatemala (2018–2021)** a contribué à renforcer les capacités logistiques du Gouvernement nécessaires à l'acheminement de l'aide aux populations victimes de l'éruption du Volcán de Fuego le 3 juin 2018. À la demande de l'autorité nationale chargée des catastrophes et du Ministère du développement social, la révision a élargi la portée de l'effet direct stratégique 5 pour comprendre l'installation de deux entrepôts mobiles aux deux points principaux de distribution à Escuintla et Chimaltenango afin de venir en aide aux personnes touchées vivant dans des abris. Le coût total de la révision s'élève à 82 835 dollars.

ANNEXE

PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2019					
Pays	Intitulé	Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO					
Bangladesh	Plan stratégique de pays (2017-2020)	Intervention face à une crise/causes profondes	530 994 600	438 125 978	969 120 577
Afghanistan	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	717 790 980	172 400 461	890 191 442
Mozambique	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise	197 228 420	168 103 739	365 332 159
Colombie	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise/causes profondes	161 240 067	93 303 121	254 543 187
Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués					
Madagascar	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Intervention face à une crise	69 274 380	45 112 763	114 387 144
Zimbabwe	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Intervention face à une crise/causes profondes	272 281 372	39 956 541	312 237 913
Burkina Faso	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	213 267 371	39 300 569	252 567 940
Bénin	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Causes profondes	8 920 518	12 460 717	21 381 235
Eswatini	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	7 887 216	9 521 616	17 408 833

PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2019					
Pays	Intitulé	Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Révision et augmentation budgétaire approuvées par le Directeur exécutif adjoint					
Burkina Faso	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/renforcement de la résilience	172 776 493	40 490 878	213 267 371
Révisions approuvées par des directeurs régionaux					
État de Palestine	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	253 159 003	15 278 158	268 437 161
Mali	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Intervention face à une crise	247 208 951	13 233 144	260 442 094
Pérou	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Causes profondes	11 977 206	1 274 082	13 251 288
Révisions approuvées par des directeurs de pays					
Sierra Leone	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Renforcement de la résilience	22 454 506	7 133 900	29 588 407
Soudan	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Renforcement de la résilience	2 271 560 159	5 664 123	2 277 224 282
Égypte	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Causes profondes	453 925 877	4 443 030	458 368 907
Lesotho	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Intervention face à une crise	20 104 752	4 112 269	24 217 021
Libye	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2020)	Intervention face à une crise	60 517 166	3 881 841	64 399 007
Haïti	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Causes profondes	85 122 569	2 848 772	87 971 340

PSP, PSPP ET PSPP-T APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 30 JUIN 2019					
Pays	Intitulé	Domaine(s) d'action privilégié(s) concerné(s) par la révision	Budget approuvé	Coût de la révision	Budget révisé
			Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)	Coût total pour le PAM (en dollars)
Guatemala	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Intervention face à une crise	67 243 859	2 680 078	69 923 937
Guinée	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Renforcement de la résilience/causes profondes	15 116 725	1 717 184	16 833 908
Philippines	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise	40 683 215	1 387 912	42 071 126
Malawi	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	619 800 513	1 284 330	621 084 843
République islamique d'Iran	Plan stratégique de pays provisoire (2018-2020)	Intervention face à une crise	18 021 543	600 000	18 621 543
Cuba	Plan stratégique de pays provisoire de transition (2018-2019)	Intervention face à une crise	13 755 841	532 500	14 288 341
Guatemala	Plan stratégique de pays (2018-2021)	Intervention face à une crise	67 161 024	82 835	67 243 859
Coût total des révisions pour le PAM					1,1 milliard

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition